

Médias et lieux de formation : quelques enjeux
Media and training programmes: some of the issues at stake
Medios de comunicación y lugares de formación: algunos problemas

Guy Milliard et P.-H. Zoller

Numéro 6 (46), automne 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034973ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1034973ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Milliard, G. & Zoller, P.-H. (1981). Médias et lieux de formation : quelques enjeux. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (6), 111–121. <https://doi.org/10.7202/1034973ar>

Résumé de l'article

Les deux auteurs sont, l'un, cinéaste et l'autre réalisateur de télévision. Ils enseignent à Genève dans le domaine des médias et de la communication. À ce titre, ils comparent ici l'itinéraire personnel qui les a amenés à investir l'enseignement des médias. Dans le cadre de deux lieux de formation, et à partir d'expériences initiales différentes, des convergences de thèmes et de préoccupations pédagogiques leur apparaissent significatives. « Les interrogations sont multiples, tout comme les champs de savoirs spécialisés susceptibles d'y répondre. Dès lors quelle est la marge de manoeuvre laissée à ceux qui, tout en ne se prétendant pas savants en la matière, s'efforcent de ne pas être dupes ? »

Médias et lieux de formation : quelques enjeux

G. Milliard, P.-H. Zoller

Les médias ont progressivement acquis droit de cité dans l'école et dans l'enseignement.

En Suisse au niveau secondaire, cours de critique de l'information, d'initiation aux mass médias, aux langages audiovisuels, médiathèques se sont implantés dans les cantons romands ces dix dernières années.

Dans l'enseignement supérieur la vidéo a trouvé des usages aussi bien dans les écoles d'architecture ou des Beaux-arts qu'à l'Université. La création récente du centre audiovisuel de l'Université de Genève en est un signe.

À l'Université de Lausanne, l'Institut de sociologie des communications de masse poursuit une réflexion théorique et critique sur les systèmes d'information et les politiques de la communication. Un institut de journalisme rattaché à l'Université de Fribourg offre une double formation à la fois comme partie d'un programme de licence en lettres ou en sciences sociales ou comme formation professionnelle pour des étudiants se destinant aux métiers de l'information.

Pour demeurer au niveau universitaire, à Genève encore, le Rectorat vient de prendre l'initiative, d'entente avec des milieux de l'information, d'organiser des séminaires entre praticiens et enseignants dans l'optique d'une entreprise de type interdisciplinaire sur les problèmes de la communication.

Plutôt que de réfléchir à d'hypothétiques problématiques d'ensemble à de tels courants et initiatives nous avons voulu dans les deux textes qui suivent, souligner des parcours individuels qui nous ont menés à des charges d'enseignement sur les médias et la communication, à l'Institut d'études sociales pour G. Milliard, à l'Université de Genève pour P.-H. Zoller.

Dans le cadre de ces deux institutions, et à partir d'expériences initiales différentes, des convergences de thèmes et de préoccupations pédagogiques nous sont apparues significatives.

Reconnaissant la part du hasard et de la nécessité dans la genèse de cette situation nous avons délibérément choisi d'en parler en termes subjectifs.

Les interrogations sur les médias et la communication sont multiples, tout comme les champs de savoirs spécialisés susceptibles, en principe, d'y répondre. Dès lors quelle est la marge de manoeuvre laissée à ceux qui tout en ne se prétendant pas savants en la matière s'efforcent de ne pas être dupes ?

G. M., P.-H. Z.
juin 1981

De la télévision à l'Université : étapes dans la pratique

En 1965, j'achevais une licence en sciences sociales à l'Université de Lausanne, où venaient d'être créés un enseignement et un institut de sociologie des communications de masse.

L'introduction des « communications de masse » à l'Université était une nouveauté importante pour la Suisse et surtout pour la Suisse romande. Pourtant, l'avenir sera celui de rendez-vous manqués. Entre les gens de Lausanne et la Télévision à Genève, aucune collaboration durable ne s'établira jamais.

En même temps que j'achevais mes études, j'entrais comme commentateur « pigiste » (au cachet) au service des actualités régionales de la Télévision romande. Deux ou trois soirs par semaine, je présentais de brefs reflets filmés de la vie locale : manifestations inaugurales, commémorations et autres faits divers. Les consignes à ce niveau étaient d'être enjoué, de bien « respecter l'image » et de soigner sa diction.

À l'Université, je parcourais de la façon la plus classiquement professorale le cursus de sociologie des communications de masse. Dans une cabine de commentateur de studio de Genève, je participais « au ras de la pellicule » à la grande entreprise télévisuelle, instrument privilégié de la culture de masse... Les deux trajets coïncidaient mal. J'éprouvais les premières difficultés à faire la théorie de ma pratique !

Ma licence terminée, j'acquis une formation de journaliste, quittant les programmes de l'actualité régionale pour les émissions sociales et culturelles susceptibles de satisfaire les envies d'un membre de la nouvelle génération de réalisateurs et de journalistes dans laquelle je m'inscrivais.

Ensemble, nous avons vécu assez passionnément les premiers reportages qui dessinaient des zones d'intérêts, des affinités personnelles et structuraient de petites équipes autour de certaines émissions.

De cette époque, je retiens des reportages sur le milieu psychiatrique, les travailleurs immigrés, les mères célibataires, les jeunes délinquants, les jeunes et la sexualité, l'école, l'objection de conscience, les quartiers prolétariés. Parmi ces émissions, certaines suscitèrent bientôt des réactions à l'extérieur

et à l'intérieur de la TV. Des milieux conservateurs s'émurent de ce courant libertaire ou dénonciateur qui « envahissait le petit écran ».

Une crise institutionnelle

68 marque l'apogée et le déclin de ces années de grâce relative, pour moi et plusieurs camarades de travail. La reprise en main idéologique et institutionnelle se mit en place. Nos préoccupations, elles, glissaient du « créatif » au « politique » : il y avait à mener, pensions-nous, un combat réaliste pour une télévision plus démocratique, moins au service du divertissement des masses ou des satisfactions personnelles des « créateurs ». Par ailleurs, nous voulions obtenir les conditions d'un travail moins productiviste.

En 1970, l'écho tardif de 68 était encore réel en Suisse romande et des manifestations furent nombreuses cette année-là dans différents milieux, quartiers, centres de loisirs, écoles ; des groupes d'extrême-gauche affirmaient leur présence. Les autorités, politiques et autres, furent prises d'inquiétudes démesurées face à cette contestation multiforme qui avait trop duré.

Ce contexte coïncidait avec une phase de normalisation structurelle à la télévision — « passage du stade artisanal au stade industriel », disait-on — destinée à en faire une entreprise de gestion efficace.

En même temps, un courant syndical combatif s'affirmait pour la première fois dans l'institution, formalisant l'expression des « malaises » internes et défendant des positions sur les conditions et cadences de travail, mais aussi sur la liberté d'expression, la grille des programmes et leur qualité.

Face à une direction déroutée et peu préparée à un dialogue offensif d'un type nouveau pour elle, le personnel du programme déclencha une grève en juin 71 sur les trois thèmes mentionnés plus haut. Rare en Suisse, la grève était inconnue dans l'histoire de la radio-télévision.

Désormais, « la crise de la TV » dépassera largement ses dimensions internes et deviendra un enjeu politique plus global. Le parti de l'ordre donnait de la voix, et là comme ailleurs, réclamait des actes. La

direction entra d'abord dans une phase de négociation puis, brutalement, engagea l'épreuve de force en licenciant six collaborateurs : deux journalistes, deux réalisateurs, deux producteurs. J'étais parmi ces six.

Disons encore qu'il fallu par la suite un procès en diffamation intenté par les licenciés à la direction — et terminé par un non-lieu —, de multiples rebondissements et prises de position publiques, pour que, deux ans plus tard, un Tribunal arbitral paritaire (syndicat-direction) rende un jugement pour l'essentiel favorable aux licenciés.

On parla de « réhabilitation ». Une « paix » conventionnelle fut signée entre la TV et ses anciens collaborateurs.

Après ces six années (65-70), quitter la TV fut aussi la possibilité de faire autre chose : collaborer avec divers quotidiens et hebdomadaires, changer de style, de rythme, et de lieu de vie — quitter Genève pour le canton de Fribourg, rural et catholique. Pendant deux ans, je fus associé comme animateur à une école privée de ce canton, l'école de Bouleyres, où était menée une démarche de pédagogie institutionnelle et d'autogestion pédagogique, qui dure encore aujourd'hui. J'étais présent dans une expérience qui, en d'autres circonstances, m'aurait certainement fourni la matière d'une émission ou d'articles. Enfin, retour à l'Université de Lausanne, pour y accomplir l'année préalable au doctorat en sociologie.

À la tête de l'Institut de sociologie des communications de masse, Alfred Willener avait remplacé le premier titulaire et introduit des problématiques de recherche moins classiques, voire opposées à celles de son prédécesseur. Guy Milliard, alors assistant à l'Institut, évoque dans son article les activités qui s'y déroulaient.

À l'occasion de mon mémoire de doctorat sur « Une animation vidéo en milieu rural », je me familiarisai avec les courants de la recherche-action et d'une sensibilité culturelle et sociologique dont mes études antérieures, puis la professionnalisation de la TV m'avaient tenu assez éloigné.

Mais, on le sait, les nouveautés des années 70 en milieu vidéo, des télévisions locales et autres innovations communicationnelles n'ont pas toutes tenu leurs promesses ! Ou du moins pas toutes celles auxquelles l'on voulait croire du côté des animateurs, innovateurs et chercheurs. Les industriels et mar-

chands ont eu par contre quelques raisons de se réjouir.

L'École des autres : une autre logique de production

À la télévision, pris dans le système de gratifications évidentes du métier et du milieu, et malgré des satisfactions plus réelles du travail d'équipes sur des projets ressentis souvent comme importants, je m'habituais mal au climat assez fiévreux et compétitif qui marquait nos entreprises. Leur côté fugitif aussi : il fallait toujours faire vite. « L'espace de liberté » dans les programmes et leur réalisation était, nous l'avons vu, relatif !

Rien de semblable à un service de recherche, d'expérimentation ou de réflexion n'existait en tant que tel. De cas en cas, des essais se faisaient dans ce sens, avec ou sans l'appui d'une direction plus indifférente qu'hostile à de telles démarches, parfois même bien disposée mais manquant de moyens ou de volonté réelle. Les préoccupations de gestion l'emportaient inévitablement.

En 75, en déposant auprès de la Télévision Suisse un projet de film sur l'innovation scolaire, j'espérais obtenir les moyens et me donner les conditions de réaliser un film échappant en partie aux contraintes régissant la production télévisée institutionnelle. La TV accepta effectivement de financer ce projet, mais qui sera produit et réalisé de façon indépendante. Le film, tourné en Italie, Angleterre et Hollande, fut présenté à l'antenne sous le titre *L'École des autres, aspects de l'innovation scolaire en Europe*. Ce film fut à bien des égards un moment de synthèse d'expériences que j'avais faites jusque-là, et je le considérais comme tel.

Pour le fond, je voulais essayer d'illustrer quelques axes de changements scolaires dans la perspective d'initiatives venues « de la base » — enseignants, parents, enfants, parfois autorités locales —, pour en montrer les convergences dans des contextes nationaux, culturels et politiques, différents.

Il s'agissait de réaliser non un « reportage », mais de construire un « discours » sous la forme d'un documentaire structuré et explicitement didactique, et destiné à intéresser prioritairement un public précis : celui de personnes susceptibles d'adhérer ou de se reconnaître dans les expériences présentées dans le film. Une brochure d'une cinquantaine

de pages complétait le contenu du film.

Préparé en collaboration avec des enseignants de la section des sciences de l'éducation de l'Université de Genève, *L'École des autres* bénéficia d'un bon accueil lors de sa diffusion et, comme nous l'avions espéré, fut par la suite — c'est encore le cas aujourd'hui — fréquemment utilisé dans des séminaires, par des groupes d'enseignants, de parents, des associations et à d'autres occasions encore.

C'est par ce cheminement que me fut offerte la possibilité de reprendre en 77 un enseignement sur les déterminants sociaux de la communication, créé dans le secteur éducation des adultes de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève.

Formation et mass médias

Ce cours-séminaire est fréquenté par des étudiants adultes pour la plupart et professionnellement engagés comme enseignants, animateurs, éducateurs, assistants sociaux, travailleurs de la santé. Leurs formations et leurs activités les placent dans cette zone floue, où le pouvoir d'État rencontre la société civile.

Au moment où une commission du gouvernement helvétique s'apprête à déposer son rapport sur « une conception globale des médias » il s'agit de les préparer à discerner certains mécanismes de l'information, à se situer dans les débats en cours sur les nouvelles technologies de la communication, souhaitables, nécessaires, inutiles, inévitables... nouveaux besoins, nouveaux marchés ?

Après une présentation des déterminants sociaux de la communication régissant la presse, la radio et la télévision notamment, leurs aspects historiques, économiques, juridiques et politiques, nous abordons la notion « d'offre » — d'information, de culture, de divertissement — proposée par la télévision dans ses rapports avec les niveaux socio-culturels des publics.

Dans un contexte économique et politique comme celui de la Suisse, la structure et le contenu des programmes doivent répondre à une double exigence : d'une part être le reflet et le garant des valeurs nationales, d'autre part répondre à une demande, celle des téléspectateurs, exprimée par les indices d'écoute et de satisfactions recueillis par les sondages sur les programmes.

Cette demande est, comme on le sait, largement induite par l'offre (« on ne désire que ce que l'on connaît »). Les nuances plus qualitatives des attentes critiques des téléspectateurs sont illustrées par des recherches où les « usages et gratifications » en matière de consommation télévisée sont situées dans la réalité de situation des groupes sociaux constituant les publics.

La logique de production et de diffusion de cette télévision « ordinaire » peut être mise en parallèle avec divers cas de télévision éducative où les contenus et les usages d'un produit télévisé prétendent s'inscrire dans un « avant » et un « après ».

À une échelle très modeste, *L'École des autres* sert d'exemple pour introduire des expériences plus globales. Une place assez grande est faite alors aux travaux de groupe, répondant par là aux désirs des participants.

Parmi les thèmes les plus fréquemment choisis figurent naturellement ceux relatifs à l'enfant et la télévision, à des analyses de presse sur des événements récents, aux mécanismes de la publicité et à des analyses d'émissions.

Dans d'autres cas, les étudiants abordent des sujets directement liés à leur pratique professionnelle. Comme exemples, je mentionnerais des exposés sur la télévision éducative et scolaire en Suisse, des expériences de télévision éducative pour adultes au Portugal, les personnes âgées et la télévision, les usages de la télévision dans un foyer d'adolescents, une expérience de télévision locale, les émissions médicales ; etc. À titre d'exemple de ce que ces travaux peuvent parfois avoir d'original du fait de l'initiative des participants, j'aimerais citer encore une série d'entretiens réalisés par deux étudiants avec des aveugles et mal-voyants à propos de la télévision.

Presque toujours, ces personnes déclarèrent « regarder la TV », alors même qu'elles ne la voyaient pas ! Ce constat permet de lancer une discussion plus générale sur les rapports et les rôles respectifs de l'image et du son dans le message télévisuel.

Les minorités, la TV et la presse

Le séminaire qui est associé à ce premier enseignement et qui en constitue le prolongement devait répondre à une orientation plus méthodologique sur des études de cas en rapport avec l'adulte et les médias.

Après avoir abordé par exemple l'analyse des structures narratives d'émissions de télévision dans leurs dimensions didactiques et formatives, ou encore, la presse d'associations de quartier dans ses contenus et sa production, je cherchais un thème qui me permette plus de continuité et de globalité, pour les participants et pour moi-même.

La problématique des minorités et mouvements sociaux dans leur rapport avec les médias s'est dégagée de cette interrogation ; l'intérêt que l'on peut lui porter ne demande pas d'être justifié dans une revue qui est pour l'essentiel consacrée à ces groupes sociaux. Je me bornerai donc ici à signaler quelques aspects de la démarche de ce séminaire et le cadre dans lequel elle s'inscrit.

D'avantage que dans le cours-séminaire, l'hétérogénéité de formation des participants, bien qu'en plus petit nombre, impose ici certaines limites qu'il faut reconnaître pour pouvoir les utiliser. Les possibilités de mener une recherche suivie et structurée sont assez réduites, comme dans les autres séminaires du même type du secteur « éducation des adultes ». Par contre, il nous semble fructueux de mener de réelles réflexions de groupe, préalables ou préparatoires à d'autres travaux. C'est dans ce sens que l'on voudra lire les notes qui suivent.

Dans un premier temps qui suit une phase de négociations sur les objectifs du séminaire, les participants sont amenés à délimiter la notion de minorité pour en approfondir le contenu conceptuel par diverses définitions : l'étymologie et l'évolution sémantique du mot « minorité » permet de suivre la filiation qui dans le langage courant va de la personne « n'ayant pas atteint la plénitude de ses droits » aux collectivités constituées par la race, la langue, la religion et la culture et enfin aux « minorités sociales et culturelles », elles aussi à la recherche ou dans l'attente de « la plénitude de leurs droits » !

La sociologie de l'action d'Alain Touraine, et notamment les considérations qu'il développe sur les mouvements sociaux dans ses derniers livres constituent le cadre de référence avec lequel doivent se familiariser les étudiants.

Pour permettre une confrontation avec le message des médias, il importe de fixer ces critères de définition de différents types de minorités : minorités « classiques », minorités culturelles ou sociales « instituées », minorités « potentielles », mouvements sociaux, et la part des facteurs subjectifs d'i-

dentification de l'individu au groupe, de discrimination latente ou manifeste dont celui-ci peut être l'objet, et enfin le terrain des luttes, de l'enjeu ou de l'adversaire où la minorité veut affirmer son projet et son « vouloir-vivre » particulier.

La première année, nous avons examiné, sans prétendre encore à une analyse de contenu, deux fois une semaine de télévision (la chaîne suisse romande et les trois chaînes françaises qui ensemble se partagent le public suisse francophone) en considérant la grille des programmes d'hebdomadaires spécialisés.

À l'exclusion des émissions d'actualités dont le contenu n'est pas précisé, que nous apprend la grille des programmes sur la place faite aux minorités ? Et, de quelles « minorités » s'agit-il ? Minorités « classiques » : bretons, basques, travailleurs immigrés... minorités défavorisées « reconnues » : différents groupes de handicapés... minorités plus « militantes » : femmes, locataires, écologistes, prisonniers... Et, quelle est la part d'émissions sur les minorités, d'émissions pour les minorités et d'émissions par les minorités ?

L'examen très pragmatique de la grille des programmes au moyen de cette grille de lecture suscita divers mouvements (!) dans le séminaire allant de l'étonnement à l'indignation. Que devenaient certaines « missions » affirmées des télévisions nationales à l'égard du pluralisme et du respect des diversités sociales et culturelles face à notre constat. « D'une manière générale, écrit un participant, et pour l'ensemble des chaînes étudiées, les émissions concernant les minorités ne dépassent pas la fourchette de 1,5 % à 4 % des émissions produites suivant la définition adoptée. Si l'on adopte le critère d'analyse « but de l'émission = expression de la minorité pour elle-même (émission par) ou intégration sociale (émission sur ou pour) » on constate que les minorités, même au sens large, sont presque inexistantes. On mesurera donc mieux, à travers ces chiffres, la formidable entreprise de nivellement, de réintégration et normalisation sociale que représente la télévision à l'heure actuelle.

Le problème du degré d'ouverture de la télévision par rapport à une « culture du centre » doit être situé dans un cadre plus vaste que la simple analyse des programmes. Il faut se poser la questions du rôle que joue cet instrument dans l'ensemble des rapports sociaux et plus particulièrement face aux mécanismes d'intégration et d'exclusion

reposant sur le critère de l'utilité sociale. En considérant deux niveaux d'intervention de ces mécanismes, les valeurs socio-culturelles, les relations économiques, on constate que la télévision agit plutôt sur le plan de la domination par les valeurs en empêchant ou en canalisant l'expression des valeurs minoritaires... » (B. Gaillard, avril 1979).

Des questions de temps nous empêchèrent d'aborder avec ce groupe l'analyse de contenu des programmes eux-mêmes. L'analyse d'un discours audio-visuel posant des problèmes beaucoup plus difficiles que ceux des messages écrits, c'est vers la presse que nous nous sommes tournés la seconde année. Il fallut d'abord avec ce nouveau groupe reprendre la phase de conceptualisation de la notion de minorité et sa problématisation dans le champ social. Nous avons choisi pour l'analyse de presse deux « grands » quotidiens suisses romands, *24 heures* de Lausanne (le plus fort tirage 100 000 exemplaires) et *La Suisse* de Genève (72 000) pour examiner le contenu rédactionnel de deux fois une semaine en novembre 79 et mars 80.

Nous avons retenu tous les articles et nouvelles susceptibles de traiter des minorités et mouvements sociaux, soit du point de vue du terrain, soit de celui de la population concernée.

À titre documentaire, voici la cinquantaine d'unités composant le corpus et réparties en 14 catégories avec la fréquence d'apparition : écologie, écologistes (10) ; mouvements de travailleurs (6) ; minorités nationales « classiques » (5) ; femmes (4) ; locataires (4) ; consommateurs (4) ; anti-militaristes (4) ; homosexuels (3) ; prisonniers (3) ; handicapés (3) ; antinucléaire (3) ; minorités religieuses (1) ; minorités politiques (1) ; minorités défavorisées (1).

Ce corpus fut soumis à un traitement minimum de quantification par lignes, de résumés des articles, de comparaison du langage des titres.

Cette analyse de presse était une initiation pour les participants. Elle fut assez longue, voire fastidieuse et n'amena pas de résultats proprement dits en termes d'analyse de discours, mais davantage une découverte des structures rédactionnelles de

quotidiens représentatifs des caractéristiques de la presse suisse.

Nous menons actuellement une analyse du même type cette fois dans le seul quotidien *24 heures* mais sur une durée de quatre semaines. Le corpus constitué d'une centaine d'unités se répartit en dix catégories assez proches de celles utilisées dans le premier dépouillement à nouveau en référence aux « populations » et aux « terrains ».

Le poids de « l'actualité » est évident dans l'apparition ou la disparition de tel ou tel mouvement : antinucléaires, locataires, homosexuels... Ce « poids » de l'actualité n'est pas qu'une image ! Quantitativement, le corpus relativement à l'ensemble de la source, 24 numéros du quotidien, représente quelques dizaines de grammes de poids rédactionnel sur environ 5 kg de papier imprimé.

La quantification révèle les différentes caractéristiques d'un discours où dominent les minorités classiques de la scène helvétique (régionales, cantonales, linguistiques, religieuses), véritable fierté nationale, souvent qualifiée de « miracle » — un parmi d'autres ; des mouvements en voie de légitimation s'affirment progressivement : handicapés (compte-tenu que cette année est censée être la leur), femmes, écologistes ; des mouvements plus problématiques dans leur reconnaissance ou leur institutionnalisation apparaissent marginalement : jeunes, minorités socialement défavorisées, prisonniers...

Nous avons examiné durant la même période un hebdomadaire, *Tout-Va-Bien*, issu du mouvement de 68, et constituant le meilleur exemple de presse alternative qui se soit imposée dans la durée « sur le terrain de la contre-information et des luttes ».

Au-delà des positions engagées et critiques de *Tout-Va-Bien* et de la neutralité éclairée dont se réclame *24 heures*, la société suisse romande révèle ici les courants qu'elle s'efforce d'intégrer, d'ignorer, d'étouffer, alors que là, d'autres affirment leur rôle dans le jeu social, ou au moins, leur droit à l'existence.

P.-H. Zoller

Interrogations sur une pratique

Je veux d'abord tenter ici de définir mon propre cheminement vis-à-vis des médias, et l'univers qu'ils représentent pour moi.

Lycéen, j'étais passionné par le journalisme, par le cinéma également ; par tout ce qui touchait à « l'actualité » et aux formes modernes, nouvelles, d'expression, que le monde scolaire rejetait dédaigneusement, comme du divertissement et du commerce : photo, bande dessinée, romans contemporains (américains particulièrement), chanson, jazz, rock, cinéma, etc. Nous étions, du fait de l'essor de la culture de masse dans les décennies cinquante-soixante, les premières générations d'élèves à vivre si fortement ce divorce entre la culture scolaire (synonyme d'ennui) et « l'école parallèle ».

Le silence de nos professeurs sur la culture contemporaine était total, mais, d'un certain côté, cela valait mieux. Cela nous laissait libres d'en découvrir les grands courants, et de nous en imprégner, entre amis, sans contrôle. En excluant l'école et la famille. Mon attirance pour le monde des médias vient en effet de là : il nous présentait, contre la pesanteur d'un monde scolaire figé, des images du monde enfin animées, une façon d'aborder les phénomènes qui l'agitaient peut-être « en mosaïque », sur un mode éclaté, non systématique, mais qui nous touchait au niveau « des tripes » aussi bien que sur le plan intellectuel. Au total, ces médias représentaient assez bien l'univers dans lequel nous aurions à évoluer, les champs de force qui le traversaient. Ceci, nous le sentions bien sûr confusément.

Mais, à 18 ans, il m'aurait fallu autrement plus de volonté et de détermination pour imposer à mes parents (ou pour faire de toute façon) des études — journalisme, cinéma — qu'ils désapprouvaient. L'objectif « grandes écoles » était déjà peint sur mon front. Par penchant pour le compromis, par désir de « monter à Paris », j'intégrai, en 1965, l'École des H.E.C. (hautes études commerciales). Pendant ces études en gestion des entreprises, je m'ennuyais ferme ; je compris que je n'aurais ni le talent ni le goût de devenir cadre. Heureusement, à la même époque, la maîtrise de sociologie que j'entrepris en Sorbonne me passionna, ainsi que la découverte des sciences de l'homme et des sciences sociales. Ayant orienté en ce sens mon parcours de

formation, j'entrai, en 1968, comme chercheur au service des études du ministère de la Culture. Là, pendant deux ans, je collaborai à des recherches sur l'animation socio-culturelle en banlieue parisienne, puis à diverses expériences d'animation audiovisuelle.

En 1970, Alfred Willener me proposa de devenir son assistant à l'Université de Lausanne. J'acceptai.

Là, lors des cours-séminaires de sociologie des communications de masse, je me familiarisai avec l'activité pédagogique dans l'enseignement supérieur, avec ses exigences, ses limites aussi.

Dès 1972-73, je commençai à donner des cours dans une école belge de radio-télévision-cinéma-théâtre (l'I.N.S.A.S., Institut national supérieur des arts du spectacle), cours consacrés à la vidéo, au cinéma documentaire et aux mass médias. J'entrai ainsi, comme enseignant, dans une école où j'aurais rêvé d'être étudiant, dix ans plus tôt.

En 1975, j'éprouvai à la fois le désir de continuer à enseigner et celui de m'impliquer dans une pratique, en réalisant d'abord des documentaires. Cette démarche pourrait se rapprocher de celle de Pierre-Henri Zoller réalisant *L'École des autres*, mais, en fait, elle est inverse. Contrairement à lui, je ne viens pas de « l'institution mass médias ». J'ai donc peu d'expérience professionnelle de la réalisation. Pour des raisons touchant à leur organisation hiérarchique, à leurs modes de production, je ne regrette pas d'être resté en marge des télévisions. Je ne dis pas cela pour disqualifier le travail des gens qui y sont : j'ai fréquemment des contacts très féconds avec des amis qui y travaillent ; et leurs émissions me sont sans cesse utiles dans mes cours. Mais eux-mêmes ne sont pas toujours à l'aise dans l'institution. Quant à moi, je tente de progresser comme « indépendant », malgré les contradictions que cela soulève. Celle-ci, en particulier : il faut se former sur le tas, mais sans avoir assez d'occasions de réaliser. C'est aussi un problème de cheminement, de tempérament personnel, de rythme de travail.

Trois réalisations¹ en cinq ans, ce n'est pas assez. Cependant, ces films m'ont aidé à mieux cerner ce que je voulais faire : des essais documentaires, impliquant à la fois un regard sur un vécu person-

nel, ou une réalité sociale, et une recherche sur les paramètres de l'écriture filmique, ou vidéo-graphique.

Mettre sur pied et mener à bien un projet de film professionnel indépendant requiert, en Suisse en tout cas, une somme d'efforts considérables : constitution de dossiers, recherche d'argent, tâches administratives, et seulement après, un peu de travail cinématographique. Entre le projet et le produit fini, trop de temps s'écoule, trop de médiations interfèrent. (Cela peut s'apparenter à certains projets de recherche.)

Aussi ai-je choisi, en ce moment, d'en revenir à des moyens légers (super-8, vidéo), pour réaliser deux documents auxquels je tiens (sur les rapports de filiation et de paternité) ; quitte à ne pas viser « à tout prix » une diffusion de masse, en travaillant à petit budget, en équipe restreinte, à notre rythme. En « semi-professionnel » en somme. Ce cheminement-là me paraît beaucoup mieux adapté à maints projets intéressants que je vois naître autour de moi.

Ces réalisations, même si elles n'ont aucun lien direct avec lui, nourrissent mon enseignement. Et vice-versa, enseigner me pousse à plus d'exigence vis-à-vis de ce que je produis ; ces va-et-vient, cette « interface » peuvent faire communiquer l'une et l'autre sphère d'activité. Et c'est dans cette voie que j'aimerais poursuivre.

Enseigner sur les médias ? Enseigner quoi exactement ? Chaque fois au fond que quelqu'un me demande ce que j'enseigne, j'éprouve une certaine difficulté à répondre. Ce n'est pas comme « les mathématiques », ou bien « l'allemand ». C'est pourtant mon activité principale.

Comment pourrais-je tenter d'en dégager les caractéristiques ? En fait, quel est à la fois l'objet de ce « savoir » à transmettre, et le rôle, la place, du sujet qui tente de le faire ? À quels étudiants s'adresse-t-il, et comment ? Quelle est, pour eux, l'utilité, la fonction d'une telle communication ?

Il n'existe pas, ou peu, de corps constitués d'enseignants sur les médias. La plupart du temps dans l'enseignement secondaire (par exemple, à Genève, ce que l'on nomme « la critique de l'information »), cette « matière » est assurée par des professeurs

d'autres disciplines (français, géographie, histoire, langues, etc.).

Dans l'enseignement supérieur, les cours sur les médias et la communication sociale sont nés sous l'égide des différentes branches des sciences sociales et humaines : chacune y apportant les démarches, les hypothèses, les analyses qui lui sont propres (sociologie, économie, sciences politiques, histoire, lettres, psychologie, principalement). Ainsi apparaissent des intitulés de cours et de séminaires comme : sociologie des communications de masse ; psycho-pédagogie de l'audio-visuel ; éléments d'économie de l'industrie culturelle ; mass médias et systèmes politiques ; sémiologie des messages iconiques et sonores ; etc.

Il en résulte une série de cloisonnements qui empêchent souvent les spécialistes du domaine de collaborer entre eux.

Personnellement, c'est dans le cadre de cours de sociologie des communications de masse que j'ai commencé à enseigner cette matière. À Lausanne, avec A. Willener, les enseignements dérivait des problématiques de *recherche* qui étaient alors les nôtres. Au début des années soixante-dix, les alternatives à la communication verticale des médias centralisés retenaient fortement l'attention ; liées à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux (lutttes de quartiers, jeunes, femmes, immigrés, écologie, etc.), elles représentaient l'espoir d'une réappropriation par des groupes décentralisés de leurs propres moyens et processus de communication. Les technologies légères de la communication (vidéo, radio, super-8) semblaient tout-à-fait adaptées à ces groupes. Des expériences naquirent un peu partout en Europe, et en Occident.

Ces alternatives aux mass médias nous invitèrent à choisir une démarche de recherche-action, où le sociologue se définit comme observateur-participant, ou comme participant/observateur, afin de ne pas se couper de l'émergence et du développement même des processus.

Nous « injections » souvent nos démarches de recherche dans des cours, sans trop nous préoccuper de proposer une introduction plus globale sur les médias. Cela entraînait parfois des malentendus avec les étudiants. De toute façon, cet enseignement était conçu comme une province peu autonome, de la licence en sociologie. Des éléments de

sociologie du travail et de la culture y étaient parfois rapportés, etc.

On comprendra que l'aspect vivant de ces cours/séminaires, reliés à des recherches en cours, était le pendant d'une autre caractéristique : ils étaient peu systématiques, apportaient souvent trop peu d'informations de base. Nous avions tendance à en revenir à des cours plus complets, plus classiques. Plus proches de ceux qui sont donnés dans des dizaines d'universités de par le monde : courants de la sociologie américaine des communications de masse (Lazarsfeld, Katz, Laswell, etc., jusqu'à MacLuhan); École de Francfort (Adorno, Habermas, Enzenberger, etc.); courant de la sociologie française (Morin, Bourdieu, Cazeneuve, Moles, Schoeffler, Baudrillard, etc.). Sociologie des émetteurs, des messages, des publics, des « effets », etc.

Ces années de travail avec A. Willener à Lausanne m'ont principalement marqué par notre approche d'une recherche active ; celle-ci correspondait bien à ce que j'avais envie de faire, et aux terrains choisis.

La lutte contre les tendances positivistes (quantification à outrance), les « études fonctionnelles » et technocratiques d'une part, la lutte contre les tendances autoritaires du marxisme, de l'autre, restent mes souvenirs dominants de ces années-là.

« Il faut réinjecter un peu de sociologie dans tout cela », disions-nous, entre nous, quelquefois. Et, de fait, l'analyse de processus sociaux « à chaud » nous importait plus que celle des structures sociales, des institutions établies et de leurs rapports.

En 1975, je quittai Lausanne pour Genève. Je commençai alors à donner des cours « d'introduction aux médias » à des étudiants tout à fait différents des sociologues : d'un côté, à Bruxelles, des futurs professionnels des médias ; de l'autre, à Genève, des futurs travailleurs sociaux (et également des étudiants en lettres, en psychologie, et des Beaux-Arts). Je basais ce cours d'introduction sur trois principes : une approche historique, la naissance des mass médias et de l'industrie culturelle. Une approche plus sociologique : une étude des « effets » ; et, enfin, des éléments de sémiologie et de méthodes d'analyses des messages.

C'est le changement d'interlocuteurs qui fut décisif dans la refonte que j'opérais alors, à la fois dans le contenu de mes cours et dans ma façon d'enseigner. Pourquoi ? Les étudiants en sociologie valorisaient la théorie, les grands courants d'analyse, les concepts. Les conflits entre eux et nous se faisaient toujours sur des bases théoriques, sur le terrain des luttes idéologiques.

Et soudain, je me retrouvais face à deux populations étudiantes, certes très différentes, mais ayant au moins ceci en commun : aucun goût, aucune aspiration particulière pour l'analyse théorique, les modèles, etc. ; et même, il faut le dire, une répulsion marquée pour toute approche un peu conceptuelle.

Le dilemme devenait alors : que faire pour les intéresser, pour que nos contacts n'en restent pas à la discussion de salon ? Comment les accrocher d'une part, mais aussi comment m'intéresser à eux, me situer au niveau de leurs propres intérêts ?

Une seule réponse possible : ne plus proposer une approche, celle d'une discipline supposée homogène, mais rassemblant, en fait, un ensemble de courants contradictoires, regroupés sous le label de « sociologie des communications de masse ». Proposer plutôt une série d'approches très diverses, en tentant, par la suite, d'harmoniser, de mixer le tout, comme en musique.

Pendant, même à travers une démarche plus variée, plus pragmatique, les étudiants futurs « pros » des médias ont souvent du mal à accepter un tel programme. Ces étudiants, pour la plupart, valorisent le monde des médias, ceux qui y ont réussi, et désirent s'y intégrer. Certains valorisent les critères de compétence et de sélection propres aux milieux journalistiques, de réalisateurs, etc., de façon très corporatiste ou carriériste. D'autres visent, au contraire, la réalisation de leurs désirs de façon peu réaliste : ils arrivent imprégnés d'une conviction : « je serai cinéaste, réalisateur, de *mes* films » ; ils dévalorisent toute autre approche. Au fil de quatre années d'études, les uns et les autres ont le temps de s'apercevoir qu'un étudiant sur trente, ou quarante, peut-être, deviendra effectivement réalisateur de fiction, de « grands films » (la hiérarchie des valeurs culturelles a la vie dure).

Les autres ? Ils travailleront, s'ils ont de la chance, dans l'appareil des médias, à une place que peut-être ils n'auront pas prévue en démarrant (comme assistant, journaliste, réalisateur, produc-

teur de télévision ; comme collaborateur à la production de films ; comme collaborateur technique ; etc.).

Toute l'analyse des structures de l'information, des industries culturelles, tend ainsi à désenchanter leur fétiche : on montre qu'il s'agit de métiers, en grande partie soumis aux mêmes types de déterminations et de rapports de force que d'autres ; de secteurs d'activité, qui, s'ils touchent d'autres niveaux de réalité, ont aussi leurs spécialisations, leurs hiérarchies, leurs cadences, et présentent d'énormes risques de chômage.

Dans cette école (l'I.N.S.A.S.), je ne fais pas cours aux sections techniques (image, son, montage). Je le regrette. J'aimerais pouvoir confronter la méfiance des « culturels » à la réaction des techniciens. Ceux-ci viennent pour acquérir un métier, impliquant des connaissances, un savoir-faire complexes, le travail en équipe. Là où les culturels/artistiques ressentent une menace (« même les aspirations artistiques obéissent à des déterminations sociales »), les techniciens pourraient élargir leurs perspectives, souvent trop étroitement spécialisées, sur le métier lui-même, dans le champ social.

Les réflexions à ce propos aboutissent chaque fois aux mêmes conclusions : en ce domaine, les distinctions de départ entre culturels et techniques s'avèrent pernicieuses. Elles perpétuent des cloisonnements et des hiérarchies non seulement dépassés, mais à combattre.

La deuxième population à laquelle je m'adresse est principalement composée de futurs travailleurs sociaux (animateurs, éducateurs, assistants sociaux). Population aux motivations toutes différentes. Ici, on valorise plutôt les communications inter-personnelles, locales, de groupe : le convivial, le communautaire, le minoritaire, le déviant, par opposition aux forces sociales qui massifient, qui homogénéisent. Les médias ? Ils font consommer, ils manipulent, ils individualisent, ils brisent les rapports de solidarité amicale, locale, associative. Ils rendent passifs, amorphes. Ils sont donc mal vus.

Nous en arrivons, ensemble, de ce fait, à l'examen des rapports entre communications médiatisées et communications inter-personnelles ou micro-sociales : celles qui impliquent, pour les individus, des décisions, des actes, des responsabilités. Et cet examen-là prend l'essentiel de la phase active du cours.

Je propose cependant un même programme de base à ces deux populations étudiantes, pour un premier « cours d'initiation ». Celui-ci s'étend sur une durée d'environ trente heures et se divise en trois parties : a) une série d'exposés de ma part sur les thèmes cités plus haut. b) La deuxième partie du cours est consacrée à l'analyse d'un certain nombre de documents : émissions-magazines portant sur les « coulisses » des médias eux-mêmes (publicité, information, presse, spectacle, magazine, feuillets, cinéma, etc.) ; « émissions-types » d'une grille de programme de télévision, dont nous analysons les codes et les processus de fabrication, ou la lecture par des publics spécifiques (téléjournal, spots, jeux, débats, fictions, etc.). Nous analysons également des images fixes, des programmes de radio, des journaux. c) Troisième volet : les étudiants réalisent en petits groupes des exercices pratiques reposant sur trois axes : enquête auprès des « émetteurs » (responsables de médias, réalisateurs, journalistes, concepteurs, etc.) ; auprès de micro-publics spécifiques (des familles, des enfants, des groupes d'adolescents, d'immigrés, etc.) sur leur réaction à tel ou tel type de message, ou sur leur consommation de médias, le rapport à leur vie quotidienne, à leur imaginaire ; enfin, des analyses de supports et de messages (articles, émissions, annonces, films). Ces exercices visent à savoir « lire » une image, un article, une mise en page, une émission ; resituer le message dans son contexte ; comparer plusieurs modes de traitements de l'information, plusieurs médias (exemple : la presse écrite et audio-visuelle, le même jour).

Ils permettent, parfois, d'aborder des analyses sociologiques (exemple : une recherche réalisée récemment aux Pays-Bas, sur le thème : « Quelle est l'influence des médias sur l'image que la population néerlandaise se fait du crime ? »).

Dans un premier temps, ces travaux restent des exercices de sensibilisation. Lors d'une deuxième et troisième période de cours, je propose à ces groupes d'étudiants d'approfondir telle ou telle problématique, tel ou tel domaine, que nous avons abordés en première année. Ces dernières années, ces cours ont porté, suivant les cas, sur la publicité, l'information télévisée, les mythologies modernes, les rapports information de masse/information locale, le langage cinématographique.

Enfin, quelques étudiants choisissent de réaliser leur mémoire de fin d'études dans ce domaine.

Cette « discipline » m'apparaît de plus en plus comme un *carrefour*, et non comme un corpus spécifique, homogène, cohérent de connaissances établies. Un cours d'introduction doit d'abord partir des intérêts des enseignés eux-mêmes : ce qu'ils ressent, ce qu'ils aiment ou détestent, ce qui leur fait peur, ou plaisir, immergés comme nous le sommes dans les flots incessants de la culture de masse.

Essayer de leur faire dégager les motifs (rationnels ou irrationnels). C'est ainsi, ramenés à leur propre expérience, qu'ils peuvent trouver matière à réfléchir, par la suite, leur rapport à ces médias, à ces formes de culture-là.

Partir de l'étudiant, de ses perspectives, c'est retrouver ici le vieux sens des « humanités ».

Celles-ci prétendaient aider le sujet à mieux se situer dans un monde de valeurs et de conflits ; se situer en tant que personne, mais aussi en tant qu'acteur, dans un système.

« Savoir ce que l'on veut faire, à partir de ce que l'on fait de nous. » (Sartre)

Je ne me sentirai peut-être ni l'envie, ni les compétences, pour introduire ces étudiants à une supposée « science de la communication ». Mes cours se situent plutôt dans une optique de vulgarisation un

peu poussée, de « sensibilisation aux données essentielles du monde contemporain » ; à ce titre, ils s'apparentent à d'autres (économie, sciences humaines et sociales, etc.), destinés à de futurs travailleurs des secteurs sociaux et culturels.

Ces opinions peuvent paraître peu sérieuses, au plan universitaire. Cependant, l'intérêt de tels parcours dans les plans de formation, pour des gens qui ne se destinent pas à la recherche, me paraît évident.

Après des années d'enseignement un peu en solitaire, sans modèles, la confrontation avec des collègues me semble aujourd'hui indispensable. Car il est difficile de faire soi-même la critique de ses propres pratiques, surtout si on s'y sent fortement engagé.

Guy Milliard

Notes

¹ — *Genève années trente : mémoire d'une crise*. Avec Marie-Madeleine Grounaeur et Nicolas Tschopp. Vidéo 1976-77, 80 minutes. — *Vens, village de montagne*. Avec Jean-Jacques Peche et Jean-Daniel Biolaz. Film 16 mm, 1978, 70 minutes, RTB). — *Droit de regard*. Avec Didier Périat. Film 16 mm, 1980, 57 minutes.